

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

**Note de conjoncture économique
au 12 janvier 2024**

Janvier 2024

L'économie mondiale continue de faire face au ralentissement de l'activité productive, sur fond de la hausse des prix et des taux d'intérêt par les principales banques centrales. Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, publié le 09 janvier courant, la Banque mondiale souligne que le risque de récession global s'est éloigné en raison de la vigueur des grandes économies, telle que l'économie américaine. En effet, le PIB réel devrait progresser de 2,4 % en 2024 contre une estimation de 2,6 % en 2023 et une réalisation de 3,0 % en 2022. Toutefois, la recrudescence des tensions géopolitiques pourrait engendrer de nouveaux risques à court terme, lesquels devrait peser sur les perspectives de croissance.

Au plan interne, l'économie congolaise est en proie aux pressions sur le marché des biens et services et aux tensions sur le segment parallèle du marché des changes.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

Les perspectives économiques renseignent que la croissance mondiale devrait ralentir en 2024 pour la troisième année consécutive, dans un contexte de hausse des prix et des taux d'intérêt, principalement dans les économies avancées. Dans son rapport sur les perspectives, publié le 09 janvier courant, la Banque mondiale souligne que l'économie mondiale devrait enregistrer la plus faible performance depuis la crise de 2008, excepté l'année de la crise sanitaire.

En outre, elle note que le risque de récession global s'est éloigné, en grande partie en raison de la vigueur des grandes économies, particulièrement l'économie américaine, lesquelles ont résisté à l'impact du resserrement monétaire. En effet, l'activité productive devrait progresser de 2,4 % en 2024 contre une estimation de 2,6 % en 2023 et une réalisation de 3,0 % en 2022. Toutefois, le rapport indique que la recrudescence des tensions géopolitiques pourrait engendrer de nouveaux risques à court terme. Quant aux perspectives à moyen terme, elles se sont assombries pour les pays en développement en raison du ralentissement dans la plupart des grandes économies, l'atonie du commerce mondiale et les restrictions des conditions financières.

S'agissant du volume des échanges mondiaux, sa progression en 2024, soit 2,4 %, ne devrait représenter que la moitié de la moyenne enregistrée pendant les dix années ayant précédé la pandémie.

Les perspectives régionales renseignent une croissance de 1,2 % en 2024 dans les économies avancées, de 3,9 % dans les marchés émergentes et en développement et 3,8 % dans les économies de l'Afrique subsaharienne.

Il convient de relever que les faibles performances économiques attendues en 2024 devraient compromettre la réalisation des nombreuses priorités, notamment la réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu. D'après la Banque mondiale, à fin 2024, près de 40 % des pays à faible revenu seront toujours plus pauvres qu'ils ne l'étaient à la veille de la pandémie de Covid-19. Dans ce contexte, il est impérieux pour les gouvernements de favoriser la transformation et l'accélération de la transition énergétique, à travers la hausse de l'investissement et le renforcement de leurs cadres de politique budgétaire. A titre exemplatif, la lutte contre le changement climatique et la réalisation d'autres objectifs clés du développement mondial d'ici 2030 nécessite une augmentation considérable de l'investissement près de 2.400 milliards de USD.

Cette augmentation de l'investissement devrait être accompagnée des actions concrètes, à savoir : (i) l'amélioration des cadres budgétaire et monétaire, (ii) le développement des échanges commerciaux et des flux financiers internationales (renforcement de la coopération) et (iii) l'amélioration du climat des investissements et le renforcement de la qualité des institutions.

Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale

	2021	2022	2023	2024	2025
Croissance mondiale	6,2	3	2,6	2,4	2,7
<i>Pays avancés</i>	5,5	2,5	1,5	1,2	1,6
<i>Etats-Unis</i>	5,8	1,9	2,5	1,6	1,7
<i>Zone euro</i>	5,9	3,4	0,4	0,7	1,6
<i>Pays émergents & en développement</i>	7	3,7	4	3,9	4
<i>Chine</i>	8,4	3	5,2	4,5	4,3
<i>Afrique subsaharienne</i>					
<i>Economies exportatrices des produits de base</i>	5,2	3,2	2,5	2,9	3,1
<i>Pays à faible revenu</i>	4,2	4,8	3,5	5,5	5,6
Volume des échanges mondiaux (B&S)	11,1	5,6	0,2	2,3	3,1

Source : Banque mondiale, Global Economic Prospects, janvier 2024.

Par ailleurs, pour ce qui est des pays exportateurs des produits de base, soit les deux tiers des pays en développement, la Banque mondiale indique que leurs économies sont caractérisées par des alternances d'expansion et de ralentissement, en raison de la volatilité des cours mondiaux de ces produits. En outre, elle constate que ces économies adoptent le plus souvent des politiques budgétaires pro-cycliques. Cette procyclicité crée des instabilités, lesquelles sont de nature à peser sur les perspectives de croissance des économies exportatrices de matières premières. *Pour remédier à cette situation, le rapport recommande notamment à ce que les gouvernements mettent en place des cadres budgétaires qui rationalisent les dépenses publiques, en adoptant des régimes de taux de change flexibles et en évitant les restrictions sur les mouvements de capitaux internationaux.*

II. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTÉRIEUR

La croissance de l'économie congolaise demeure ferme, en dépit d'un environnement interne et externe difficile. Il est attendu une hausse du PIB réel de 4,8 % en 2024, soit un ralentissement de 1,4 point par rapport à l'estimation de 2023. Cette croissance serait soutenue par le secteur primaire, à travers le dynamisme des industries extractives (mines). Concernant l'inflation, elle devrait ralentir en 2024 à la faveur du maintien de l'orientation restrictive de la politique monétaire, conjugué à une politique budgétaire saine. A fin décembre 2024, l'inflation annualisée se situe à 7,2% contre une cible annuelle de 11,6%.

En rythme hebdomadaire, l'inflation hebdomadaire s'est accélérée d'une semaine à l'autre, passant de 0,13 % à 0,75 % au cours de la deuxième semaine du mois de janvier 2024. En cumul annuel, le taux d'inflation s'est établi à 0,88 %.

Sur le marché des changes, la monnaie nationale s'est appréciée à l'indicatif de 0,65 % alors que sur le segment parallèle, elle a connu une dépréciation de 1,81 % contre celle de 0,05 % enregistrée la semaine passée.

La gestion des finances publiques est caractérisée par une mobilisation des recettes de 526,3 milliards de CDF par les régies financières, dont plus de la moitié provient de la DGI (285,9 milliards). Les dépenses publiques exécutées ont atteint 375,7 milliards de CDF.

Sur le plan monétaire, le dispositif instrumental de la politique monétaire demeure inchangé. Le taux directeur et les coefficients de la réserve obligatoire se maintiennent à leur niveau atteint depuis les mois de juin et août derniers.

Les fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité.

2.1. Secteur réel

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer sur le sentier d'une croissance forte. Sur le marché des biens et services, l'inflation hebdomadaire s'est accélérée d'une semaine à l'autre, dans un contexte des tensions sur le segment parallèle du marché des changes.

2.1.1. Croissance

Les dernières prévisions effectuées par les services du FMI renseignent une croissance de 6,2 % attendue en 2023 contre 6,8 % initialement prévue. Cette révision à la baisse des perspectives de croissance s'expliquerait par le léger recul de la demande des produits miniers exportés par la RDC.

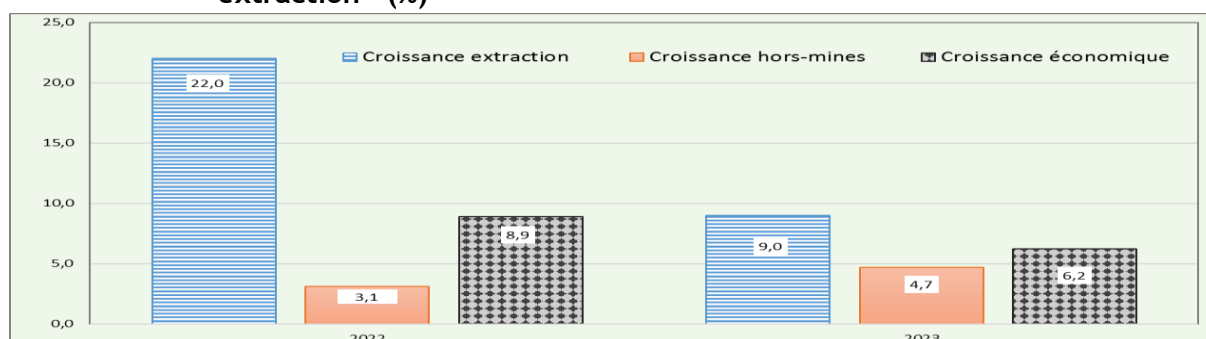
L'analyse sectorielle renseigne que la croissance de l'activité

Le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance se situerait à 1,5 point de pourcentage en 2023, enregistrerait une croissance de 4,1 % contre 3,3 %, grâce notamment à sa branche « Transports et Télécommunication » et « Commerce ».

Les activités des sous-branches « Transports et Télécommunication » indiqueraient des augmentations respectives de 3,1 % et 7,6 %, venant de 2,7 % et 6,5 %. Quant au commerce, sa valeur ajoutée afficherait une croissance de 3,5 % contre 2,7 % une année auparavant.

Pour ce qui est du secteur secondaire, bien que classé au troisième rang au titre de contributeur à la croissance, il devrait enregistrer un bond. La croissance de sa valeur ajoutée s'établirait à 7,5 % contre 2,8 % en 2022, suite notamment à l'accélération de 18,3 % de la branche « Bâtiment et travaux publics » venant de 3,5 % en 2022. Sa contribution à la croissance passerait de 0,2 point à 0,7 point de pourcentage.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et la branche extraction (%)



Source : Cadrage FMI.

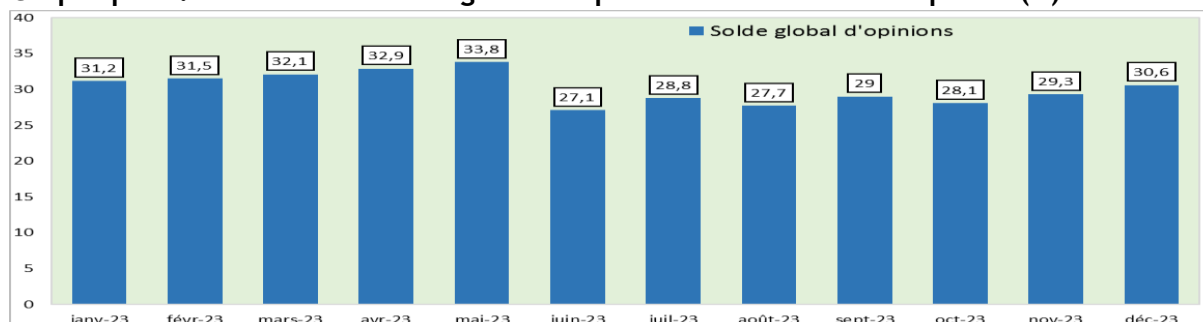
La mise en œuvre du PDL-145T, l'organisation des 9^{ème} jeux de la francophonie par le pays, la réhabilitation des voies et moyens de communication couplée à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consommation, devraient propulser les activités de commerce, de restauration ainsi que des services bancaires.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Au dernier mois de l'année 2023, les résultats de l'enquête effectuée auprès des chefs d'entreprises révèlent une consolidation de la confiance de ces derniers quant à l'évolution de la conjoncture économique à court terme. En effet, le solde global brut d'opinions s'est établi à +30,6 % venant +29,3 % le mois précédent.

Cette confiance se traduit par une nette amélioration observée dans toutes les branches d'activités échantillonnées.

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions de chefs d'entreprises (%)

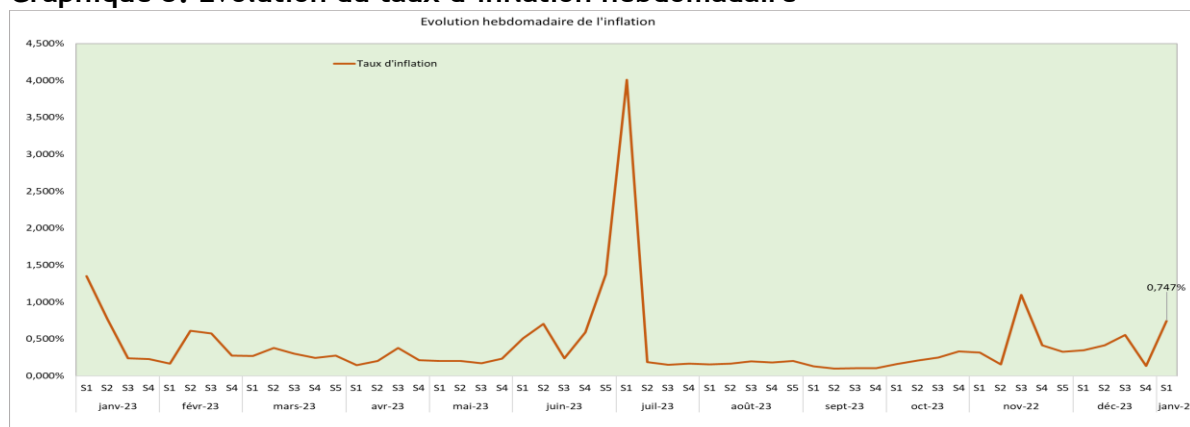


Source : Banque Centrale du Congo.*

2.1.3. Marché des biens et services

La deuxième semaine du mois de janvier 2024 a été caractérisée par l'accélération du rythme de formation des prix. En effet, l'inflation hebdomadaire s'est établie à 0,747 % contre 0,135 % une semaine plus tôt. Cette évolution serait consécutive à la hausse des prix des produits alimentaires particulièrement les légumes et les produits de pêches à la suite de la crue du fleuve Congo. En outre, il s'observe également en début de chaque année des pressions liées notamment (i) au processus de reconstitution des stocks par les opérateurs économiques, (ii) à l'augmentation des coûts de services ainsi que (iii) des tensions sur le marché des changes.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire



2.2. Finances Publiques

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2024 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à 40.463,6 milliards de CDF, soit un taux d'accroissement de 24,7% par rapport au budget 2023 chiffré à 32.456,8 milliards.

Les recettes sont constituées de celles du budget général chiffrées à 36.469,5 milliards de CDF, des budgets annexes de 705,4 milliards ainsi que des recettes des comptes spéciaux de 3.288,7 milliards, représentant respectivement 90,13%, 1,74% et 8,13% du total.

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Le tableau de suivi de la situation financière de l'Etat renseigne un niveau de ressources de 598,2 milliards de CDF, au 12 janvier courant. Les recettes des régies financières ont représenté près de 88,0 %, soit 526,3 milliards de CDF, dont plus de la moitié ont été mobilisées par la DGI (285,9 milliards). Quant aux recettes de la DGDA, elles se sont chiffrées à 148,6 milliards et 91,8 milliards de CDF.

S'agissant des dépenses publiques exécutées, elles se sont chiffrées à 375,7 milliards de CDF à la période sous analyse. Il convient de relever que près de 56,8 % de ces dépenses ont concerné les frais de fonctionnement et le remboursement des titres publics arrivés à l'échéance.

❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

Les résultats de l'adjudication du 09 janvier 2024 renseignent que, sur un montant de 60 milliards de CDF au titre des Bons du Trésor indexés pour une maturité de 6 mois, le Trésor a retenu le total des souscriptions des banques chiffrées à 68 milliards de CDF au taux moyen pondérée de 26,956 %. En conséquence le taux de couverture a été de 113,3 %.

Concernant les remboursements des titres publics échus, le tableau de suivi de la situation financière de l'Etat renseigne un décaissement de 97,0 milliards de CDF.

2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous analyse, le marché des changes a été caractérisé par une légère dépréciation du franc congolais sur ses deux compartiments. Le niveau des réserves internationales équivaut à 2,8 mois d'importations. Les cours mondiaux des principaux produits de base intéressant l'économie de la RDC se sont inscrits en baisse.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Les réserves internationales se sont établies à 5.124,42 millions de USD au 11 janvier 2024, correspondant à 2,8 mois d'importations des biens et services.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 11 janvier 2024, le prix du baril du pétrole a augmenté de 1,28 % en rythme hebdomadaire, s'établissant à 79,16 USD. Cette hausse est alimentée principalement par les craintes d'une escalade des tensions au Yémen, susceptibles d'occasionner des ruptures d'approvisionnement en pétrole.

Le prix du cuivre a enregistré une très légère baisse de 0,09 %, se situant à 8.421,00 USD, sur fond de l'appréciation du dollar américain, rendant les métaux vendus dans cette devise plus onéreux pour les investisseurs détenteurs d'autres monnaies.

Le prix de la tonne du cobalt s'est maintenu à 32.750,38 USD, soit son niveau depuis un mois. Le cours de l'or a connu un repli de 0,61 %, s'établissant à 2.032,50 USD.

Les prix du blé et du maïs se sont repliés respectivement de 1,99 % et 1,76 %, se situant à 222,35 USD et 168,34 USD la tonne. Il convient de souligner qu'entre janvier 2023 et janvier 2024, l'offre abondante et bon marché de la Russie a entraîné les prix des principales céréales (riz, blé et maïs) à la baisse.

2.3.3. Balance des biens

Pour l'année 2023, le volume des échanges entre la RDC et le reste du monde a régressé de 4,26 % par rapport à 2022, en raison de la baisse de la demande mondiale, attestée par le ralentissement de la croissance, de l'inflation et la chute des cours des matières premières.

La Balance commerciale a affiché un excédent de 1.006,70 millions de USD contre celui de 1.013,77 millions enregistré en 2022. Rapproché au PIB, cet excédent représente 1,47 % contre 1,54 % en 2022.

2.4. Secteur Monétaire

Au 05 janvier 2024, le dispositif instrumental de la politique monétaire demeure inchangé par rapport à fin décembre 2023. En effet, l'état des instruments de la politique monétaire se présente comme suit : le taux directeur à 25 %, et le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en franc congolais à 10 %. En outre, les autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

S'agissant des composantes, le recul de la monnaie centrale est essentiellement localisé tant au niveau des engagements envers les autres institutions de dépôts que la circulation fiduciaire, respectivement à hauteur de 84,6 milliards de CDF et 42,8 milliards.

De même, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une baisse hebdomadaire de 0,12 %, se chiffrant à 35.056,9 milliards de CDF.

Cette situation tient d'une baisse des actifs intérieurs nets de 565,1 milliards de CDF et d'une progression des actifs extérieurs net de 522,2 milliards de CDF.

Pour ce qui est des composantes, la hausse de l'offre de monnaie est attribuable aux numéraires hors institutions des dépôts.

2.4.2. Marché monétaire

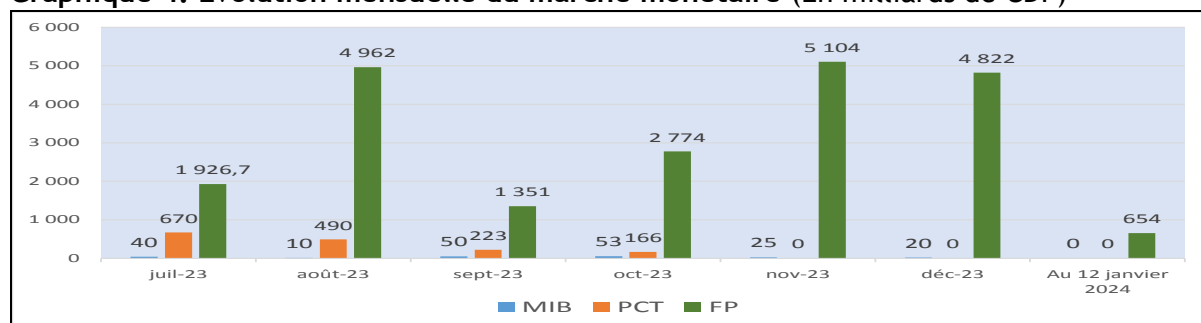
Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération au cours de la première semaine de l'année 2024. Pour rappel, en 2023, le volume d'opérations y enregistré s'est chiffré à 3.474,0 milliards.

Pour ce qui est du guichet des facilités permanentes, le volume des transactions hebdomadaire a atteint 384,0 milliards de CDF. En cumul mensuel, ce guichet affiche un volume d'opérations de 654,0 milliards de CDF. L'année écoulée avait connu un volume d'opérations exceptionnel de 21.569,7 de CDF.

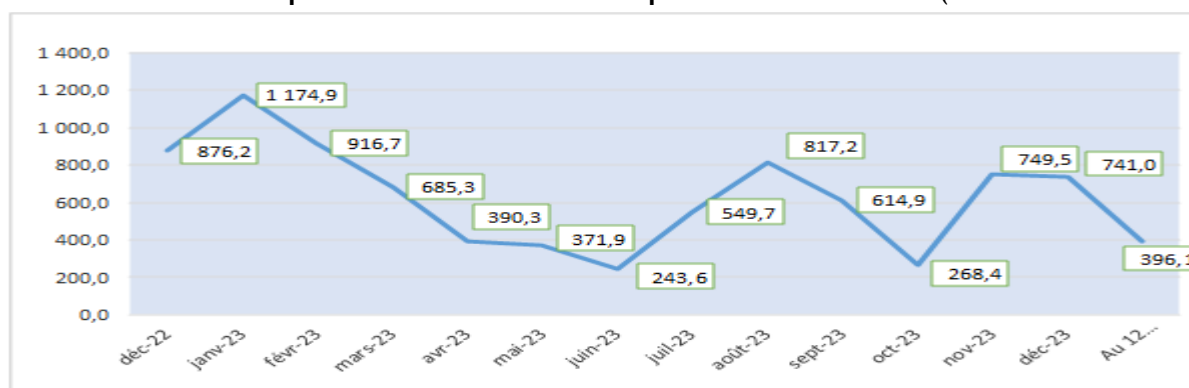
Quant au marché interbancaire, il n'a enregistré aucune transaction au cours de la période sous analyse. En 2023, le volume des transactions y enregistré s'est fixé à 373,0 milliards.

Les taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets se sont situés entre 25,0 % et 26,0 %, sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin novembre 2023, le bilan consolidé du secteur bancaire affiche une hausse mensuelle de 3,3 % des dépôts de la clientèle, pour s'établir à 11.784,2 millions de USD. La structure de dépôts a été principalement dominée par les dépôts des ménages, des entreprises privées et ceux des entreprises publiques qui ont représenté respectivement 32,8 % ; 32,5 % et 11,9 % du total, suivis de ceux des petites et moyennes entreprises, des ISBLM et de l'Administration publique.

Quant aux crédits bruts, ils ont enregistré une progression mens

2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de l’augmentation du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0,0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

2.5.3. Les fourchettes d’appels d’offres des bons BCC

Lors de la séance d’adjudication du 10 janvier 2024, les souscriptions des banques se sont établies à 205,0 milliards de CDF dont 185,0 milliards portant sur les titres à 7 jours et 20,0 milliards pour ceux à 28 jours.

Toutefois, la Banque Centrale avait lancé un appel d’offre de 650,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 450,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 120,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours : 80,0 milliards de CDF.

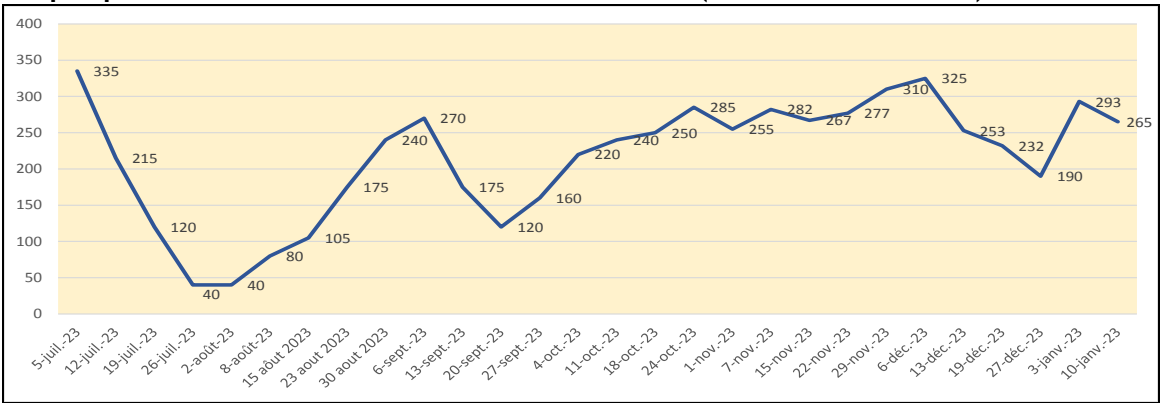
Tableau 2. Résultats de la séance d’adjudication du mercredi 10 janvier 2024

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	450	185	185
Bon BCC à 28 jours	120	20	20
Bon BCC à 84 jours	80	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l’encours des Bons BCC est passé de 293,0 milliards de CDF à 265,0 milliards, soit une injection hebdomadaire de 28,0 milliards de CDF. Cet encours est réparti de la manière suivante : 185,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours, 65,0 milliards pour celle à 28 jours et 15,0 milliards pour celle à 84 jours. Pour rappel, en 2023, les charges des Bons BCC ont atteint 2.594,8 millions de CDF.

Graphique 6. Évolution de l’encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



ANNEXES

Tableau 1. Evolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annuel	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2023	Janvier						344,521	2,544 %	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590 %	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475 %	

Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	2023											
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Solde global	31,2	31,5	32,1	32,9	33,8	27,1	28,8	27,7	29,0	28,1	29,3	30,6
Industrie manufacturière	8,7	7,4	7,2	6,6	11,0	10,4	10,3	12,1	11,0	13,2	12,9	13,8
Electricité et Eau	22,9	25,7	25,8	27,3	24,0	22,8	22,3	21,6	25,3	27,6	29,6	31,2
Industrie extractive	36,6	36,7	38,4	39,0	39,1	30,4	30,6	30,7	32,1	30,4	31,8	32,2
Construction	21,7	19,2	25,2	26,9	28,7	30,1	32,2	34,0	36,0	36,6	37,9	40,3
Services	11,6	14,2	17,9	16,5	15,2	10,5	18,9	11,4	12,0	9,7	12,4	17,8

Source : BCC

Tableau 3. Estimation du taux de croissance par l'approche de la production

BRANCHES D'ACTIVITES	Décembre. 2022
----------------------	----------------

Tableau 4. Cours des produits miniers, énergétiques et agricoles

	31-janv.-23	31-mars-23	30-juin-23	29-sept.-23	31-oct.-23	30-nov.-23	29-déc.-23	4-janv.-24	11-janv.-24	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	82,84	84,14	75,03	92,56	86,42	80,65	77,87	78,16	79,16	1,28
Cuivre LME \$/tm	9 087,00	8 935,00	8 327,50	8 312,00	8 037,15	8 331,75	8 531,00	8 428,50	8 421,00	-0,09
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	51 434,88	34 172,19	28 839,07	32 731,79	32 730,00	32 758,00	32 750,38	32 750,38	32 750,38	0,00
Or New York \$/o.t.	1 926,78	1 960,55	1 908,40	1 865,67	1 992,15	2 044,99	2 070,39	2 044,99	2 032,50	-0,61
Riz Chicago \$/tonne	393,93	386,09	331,57	350,77	356,51	383,55	387,48	382,56	387,64	1,33
Blé Chicago \$/tonne	279,04	256,65	237,13	201,84	206,21	218,31	228,40	226,88	222,35	-1,99
Maïs Chicago \$/tonne	250,37	244,63	199,63	176,33	176,33	176,99	172,01	171,36	168,34	-1,76

Source : les échos.

Tableau 7. Évolution de la base monétaire

	Dec-22	Jun-23	Nov-23	Dec-23	Au 05 janvier 2024	Au 12 janvier 2024	Variation hebdomadaire (en %)	Variation hebdomadaire (en milliards de CDF)
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	4 524 133	5 268 026	6 024 287	7 411 732	6 993 135	7 515 379	7,5	522 244
<i>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)</i>	2 246	2 184	2 295	2 766	2 610	2 794	7,1	184
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	9 635 983	11 906 316	13 258 066	14 645 510	14 226 913	14 749 157	3,7	522 244
<i>CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS (en mios de USD)</i>	4 778,39	4 936,46	5 050,59	5 465,56	5 318,50	5 483,77	3,1	165
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	3 713 556	5 161 882	5 976 899	6 515 634	6 111 435	6 548 876	7,2	437 440
<i>ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)</i>	1 841,52	2 140,16	2 276,87	2 431,57	2 284,66	2 434,89	6,6	150
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	8 825 406	11 800 173	13 210 678	13 749 413	13 345 214	13 782 654	3,3	437 440
<i>ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS (en mios de USD)</i>	4 376,44	4 892,45	5 032,54	5 131,14	4 988,89	5 124,42	2,7	136
Or monétaire	0	0	0	0	0	0		

Tableau 8. Offre de monnaie

	Dec-22	Jun-23	Nov-23	Dec-23	Au 05 janvier 2024	Au 12 janvier 2024	Variation hebdomadaire (en %)	Variation hebdomadaire (en millions de CDF)
<i>en Millions d'unités de monnaie nationale (MN)</i>								
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	15 737 312	16 870 858	20 237 940	21 625 385	21 206 788	21 729 032	2,46	522 244
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	22 220 059	25 751 480	30 703 032	32 090 477	31 671 880	32 194 124	1,65	522 244
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-6 482 747	-8 880 622	-10 465 092	-10 465 092	-10 465 092	-10 465 092	0,00	0
								0
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	10 090 005	13 473 385	14 410 966	13 452 790	13 892 945	13 327 874	-4,07	-565 072
								0
CRÉANCES INTÉRIEURES	13 931 547	19 657 371	22 442 747	22 900 622	22 933 819	22 678 150	-1,11	-255 669
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	1 447 583	2 019 784	2 348 094	2 805 969	2 839 166	2 583 497	-9,01	-255 669</

Tableau 9. Autres institutions de dépôts

	Dec-22	Jun-23	Nov-23	Dec-23
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	11 213 179	11 602 832	14 213 653	14 213 653
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	12 584 076	13 845 164	17 444 966	17 444 966
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 370 898	-2 242 331	-3 231 313	-3 231 313
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	11 389 045	15 211 045	16 969 309	16 969 309
CRÉANCES INTÉRIEURES	15 310 093	20 571 892	23 828 450	23 828 450
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 234 499	3 916 933	4 839 341	4 839 341
NUMÉRAIRE	254 527	372 733	389 641	389 641
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	3 586 716	3 056 114	3 832 648	3 832 648
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	393 257	488 087	617 052	617 052
CRÉANCES NETTES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 322 550	-867 446	-979 378	-979 378
CRÉANCES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	412 790	407 308	443 228	443 228
ENGAGEMENTS ENVERS L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 735 340	-1 274 754	-1 422 606	-1 422 606
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	12 398 143	17 522 405	19 968 487	19 96